

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 12/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



GATTEFOSSE

36 chemin de Genas

69 791 SAINT-PRIEST

Références : UD-R-CTESSP-22-100-RP

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/04/2022 dans l'établissement GATTEFOSSE implanté 36 chemin de GENAS, 69 791 SAINT-PRIEST. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GATTEFOSSE
- 36 chemin de GENAS, 69 791 SAINT-PRIEST
- Code AIOT dans GUN : 0061.04097
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD : Oui

La société GATTEFOSSE est spécialisée dans la création, le développement, la fabrication et la commercialisation d'ingrédients de spécialités et de solutions de formules pour la santé et la beauté dans le monde entier. La société GATTEFOSSE fournit à l'industrie cosmétique des ingrédients de spécialités et permet à l'industrie pharmaceutique de disposer de solutions de formulations et d'excipients lipidiques.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : Eau ; Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives (mise en demeure/astreinte/amende...). Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : ces suites sont proposées dans l'un des 2 cas suivants :
 - cas 1 : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité ;
 - cas 2 : lorsque les faits n'engagent pas la sécurité à court terme ;Pour ces 2 cas, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans le délai défini par l'inspection les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative » : aucune non-conformité n'a été constatée, des observations peuvent toutefois être formulées.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
Prélèvement et analyse des effluents aqueux	Guide de mise en œuvre relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substance dans les rejets aqueux des ICPE (MTE-février 2022)	Voir demande
Chauffage par fluide caloporteur	Arrêté préfectoral du 06/06/1995, article 3 pt 7.3	Voir demande

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
Rejets aqueux	AP de mise en demeure du 10/08/2021, article 1	/
GIDAF	Arrêté ministériel du 28/04/2014, article 1	/
Protection réseau de distribution	Arrêté préfectoral du 06/06/1995, article 2 pt 4.6	/
Bordereau de suivi des déchets (BSD)	Décret du 25/03/21	/
Registre de déchets	Décret 31/05/2021 , article 2	/
Stockage des déchets	Arrêté préfectoral du 06/06/1995, article 2 pt 5.2	Voir observation
Vérifications des installations électriques	Arrêté préfectoral du 06/06/1995, article 2 pt 6.5.2	/
Fluide frigorigène - Contrôle d'étanchéité périodique	Arrêté du 29/02/2016, article 1 et 4	/
FDS	arrêté ministériel du 04/10/10 , article 49	/

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au cours de cette visite d'inspection, il n'a pas été relevé de non-conformité relative aux prescriptions contrôlées. Deux prescriptions n'ont pas pu être entièrement contrôlées, et une troisième appelle une observation. Pour ces trois prescriptions l'exploitant devra transmettre les justifications demandées selon les délais mentionnés dans les fiches constats concernées.

Au regard des éléments transmis par l'exploitant avant la présente visite et des constats réalisés au cours de celle-ci, **l'inspection propose à Monsieur le préfet de lever le point 1 de l'article 1 de la mise en demeure du 10/08/21, relatif au respect de la VLE pour la concentration et le flux de matières en suspensions.** Le délai pour le point 2 de l'article 1 de cette mise en demeure n'étant pas échu, l'inspection ne propose pas de suite à ce stade à Monsieur le préfet.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Rejets aqueux

Référence réglementaire : AP de mise en demeure du 10/08/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, pollution eau
Prescription contrôlée : La société GATTEFOSSE est mise en demeure : <ul style="list-style-type: none">• dans un délai de 4 mois de respecter les valeurs limites d'émissions définies dans son arrêté préfectoral d'autorisation du 06 juin 1995 modifié, pour la concentration et le flux de matières en suspensions ;• dans un délai de 12 mois de respecter les valeurs limites d'émissions définie dans préfectoral d'autorisation du 06 juin 1995 modifié, pour la valeur du rapport DCO / DBO5
Constats : L'exploitant a envoyé le 30/09/2021 un rapport présentant la solution technique mise en place (filtre à bande) pour baisser la concentration et le flux de matière en suspension (MES) des effluents, ainsi que trois résultats d'analyses (30/07/2021, 10/09/2021, 17/09/2021) réalisés par le laboratoire Eurofins, conformes aux VLE des MES. D'après les données saisies dans GIDAF, l'inspection constate que depuis l'arrêté de mise en demeure : <ul style="list-style-type: none">• la concentration des matières en suspension est conforme à la VLE ;• le flux des matières en suspension est non-conforme pour 3 des 24 mesures, tout en restant inférieur à 2VLE, depuis l'arrêté de mise en demeure. L'exploitant indique : <ul style="list-style-type: none">• que le filtre à bande pour le traitement des effluents a été mis en place en juillet 2021, ce qui a permis de réduire très significativement la concentration et le flux de matières en suspension ;• que les dépassements en flux peuvent être causés par le redémarrage des installations, notamment en septembre 2021. Au regard de ces éléments, l'inspection estime que l'exploitant a répondu au premier point de la mise en demeure. Lors de la présente visite, l'exploitant indique qu'il a testé des solutions pour satisfaire au 2 ^e point de la mise en demeure, à savoir respecter un rapport DCO / DBO5 de 3 maximum ; mais qu'à ce stade aucune solution testée n'est satisfaisante. L'exploitant indique qu'il va changer son approche du problème pour tenter de trouver de nouvelles solutions. L'exploitant précise se faire accompagner par un bureau d'étude sur le sujet. Il précise que les solutions pourraient émerger vers novembre 2022, ce qui ne lui permettra pas de respecter le 2 ^e point de la mise en demeure dans le délai imparti (août 2022). L'inspection indique qu'il convient de fournir lors de l'envoi du rapport attendu pour le 30 juin 2022 relatif à l'efficacité des solutions techniques testées sur le rapport DCO / DBO5 prévu par l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 septembre 2021, un calendrier des actions menées jusqu'au respect prévisionnel du rapport DCO / DBO5. L'inspection constate que l'autorisation de déversement des eaux usées autres que domestiques de la Métropole (arrêté 2019-1035) datée du 08/07/2019 stipule à l'article 3 que l'échéance pour la mise en conformité du rapport de biodégradabilité qui doit être inférieur à 3 est fixé au 1 ^{er} juin 2020. L'exploitant indique que le Grand Lyon a reporté cette échéance à juin 2023, ce qui figure en effet dans le courrier du Grand Lyon du 23 juillet 2021 à l'intention de l'exploitant.

Au regard de ces éléments, l'inspection propose à Monsieur le préfet de lever le point 1 de l'article 1 de la mise en demeure du 10/08/21, relatif au respect de la VLE pour la concentration et le flux de matières en suspensions.

Le délai de mise en demeure du 10/08/21 concernant le point 2 de l'article 1 n'étant échu, l'inspection ne propose pas de suite à ce stade.

Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 28/04/2014, article 1

Thème(s) : Risques chroniques , pollution eau

Prescription contrôlée :

- Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.

La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.

- Les effluents rejetés dans le réseau communautaire d'eaux usées devront respecter les valeurs limites fixées ci-dessous (...). Les autres polluants devront être conformes, sans délai, au point 4.4.1.

Constats :

L'inspection constate que l'exploitant renseigne des données dans GIDAF pour les polluants et paramètres mentionnées dans son arrêté préfectoral d'autorisation du 06 juin 1995 modifié.

L'inspection constate que la fréquence d'analyse des polluants et paramètres ne figure pas dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 06 juin 1995 modifié.

L'exploitant indique qu'il réalise des mesures hebdomadaires des effluents et reporte les résultats dans GIDAF.

L'exploitant ajoute avoir transmis à l'inspection une proposition de surveillance de ses rejets aqueux (AM RSDE 2017), suite à la demande formulée lors de la visite d'inspection du 12 avril 2019, mais ne pas avoir reçu de réponse à ce jour.

Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Prélèvement et analyse des effluents aqueux

Référence réglementaire : Guide de mise en œuvre relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substance dans les rejets aqueux des ICPE (MTE-février 2022) ; « 2 -Prescriptions techniques applicables pour l'échantillonnage et l'analyse des substances soumises à surveillance dans les rejets aqueux des ICPE »

Thème(s) : Risque chroniques , pollution eau

Prescription contrôlée :

Dans le cas où l'exploitant réalise lui-même les opérations d'échantillonnage et d'analyse, il est impératif, en l'absence d'accréditation, qu'il dispose de procédures nécessaires à assurer la fiabilité et la reproductibilité de ses pratiques d'échantillonnage et de mesures de débit, et des enregistrements démontrant leur adéquation. A ce titre l'exploitant devra disposer:

- D'un descriptif du mode d'échantillonnage des effluents mentionnant en particulier:
 - Le type de dispositif d'asservissement au débit;
 - (...)
 - Le protocole de vérification des critères métrologiques du matériel de prélèvement (justesse et répétabilité du volume unitaire) et les enregistrements des contrôles réalisés attestant de la conformité du matériel à ces critères

Constats :

Lors de la présente visite, l'exploitant indique qu'il réalise lui-même le prélèvement sur 24 heures des effluents en sortie de sa station interne de traitement des eaux, et que depuis le début de cette année toutes les analyses sont réalisées par le laboratoire Eurofins. L'exploitant précise qu'avant 2022, une partie des analyses étaient réalisées par lui-même sur site.

L'exploitant présente deux rapports d'analyses d'Eurofins pour des prélèvements réalisés le 15 et le 22 mars 2022.

L'exploitant indique qu'il n'est pas en mesure de fournir durant la visite les documents demandés relatifs au préleveur d'échantillon automatique.

L'inspection constate la présence de deux préleveurs d'échantillons automatiques. L'exploitant indique que l'un est placé en entrée de station et l'autre en sortie.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites :

Demande : L'exploitant transmettra, sous 2 mois, un descriptif du mode d'échantillonnage des effluents mentionnant en particulier le type de dispositif d'asservissement au débit ; et le protocole de vérification des critères métrologiques du matériel de prélèvement (justesse et répétabilité du volume unitaire) et les enregistrements des contrôles réalisés attestant de la conformité du matériel à ces critères.

Nom du point de contrôle : Protection réseau de distribution

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 06/06/1995, article 2 pt 4.6

Thème(s) : Risques accidentels, pollution eau potable

Prescription contrôlée :

Les installations d'eau ne pourront pas, du fait de leur conception ou de leur réalisation, permettre à l'occasion de phénomènes de retour d'eau, la pollution des eaux souterraines ou superficielles, ou celle du réseau public d'eau potable.

Pour utiliser l'eau potable du réseau public pour alimenter un réseau ou un circuit fermé, l'exploitant installera un réservoir de coupure ou un bac de déconnexion ; les réservoirs de coupures et les bacs de déconnexion pourront être remplacés par des dispositifs équivalents à zone de pression réduite contrôlable, préalablement qualifiés et qui feront l'objet d'une maintenance préventive adaptée (le suivi sera consigné sur une fiche

technique propre à chaque appareil
<p>Constats :</p> <p>Lors de la présente visite, l'exploitant explique que le site est équipé de douze disconnecteurs. Un disjoncteur général est placé en entrée du site (DN80) et les autres sont placés en cascade, ce qui permet une double sécurité.</p> <p>L'inspection procède à une vérification par sondage des fiches de vérification des disconnecteurs, en consultant les fiches établies le 24/12/2022 par la société ENDEL concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le disjoncteur général ; il n'est pas mentionné d'observation sur ce document ; • le disjoncteur de la station interne de traitement des eaux ; il est mentionné que son remplacement est à prévoir. <p>L'exploitant indique avoir procédé au remplacement du disjoncteur de la station interne de traitement des eaux. Il présente la fiche de vérification du 24/02/2022 réalisée par la société ENDEL pour ce le nouveau disjoncteur. Il n'est pas mentionné d'observation sur ce document.</p>
Type de suites proposées : sans suite

Nom du point de contrôle : Bordereau de suivi des déchets (BSD)

Référence réglementaire : décret du 25/03/21
Thème(s) : Risques accidentels , Déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le décret du 25 mars 2021 prévoit la dématérialisation des bordereaux de suivi de déchets pour assurer la traçabilité des déchets dangereux et POP.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la présente visite l'exploitant indique utiliser l'outil TrackDéchet depuis début 2022. L'exploitant présente la page de l'outil qui recense ses BSD en cours de traitement ou achevés. L'exploitant présente également un classeur de BSD antérieurs à 2022.</p> <p>L'inspection consulte par sondage un BSD papier daté du 03/11/21 concernant des emballages contenant des résidus de substances dangereuses ou contaminés par de tels résidus (15 01 10*). Toutes les informations nécessaires figurent sur ce document.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Registre des déchets

Référence réglementaire : Décret 31/05/2021 , article 2
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : (...)</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la présente visite, l'exploitant présente son registre des déchets.</p> <p>L'inspection constate que le BSD du 03/11/21 (15 01 10*) consulté par sondage figure dans le registre des déchets.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Stockage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 06/06/1995, article 2 pt 5.2
Thème(s) : Risques accidentels , pollution eau/sol
Prescription contrôlée : Les déchets et résidus produits seront stockés, avant leur valorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution ou de nuisances (prévention d'un lessivage par les eaux pluviales, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations voisines et l'environnement. Les stockages temporaires de déchets spéciaux seront réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible être protégées des eaux pluviales. Toutes précautions seront prises pour que les mélanges de déchets ne puissent être à l'origine de réactions non contrôlées conduisant en particulier à l'émission de gaz ou d'aérosols toxiques ou à la formation de produits explosifs. Les déchets pourront être conditionnés dans des emballages en bon état ayant servi à contenir d'autres produits (matières premières notamment), sous réserve que : - il ne puisse y avoir de réactions dangereuses entre le déchet et les produits ayant été contenus dans l'emballage - les emballages soient identifiés par les seules indications concernant le déchet
Constats : Lors de la présente, l'inspection constate plusieurs endroits de stockage des déchets sur site : 1- les déchets dangereux issus du laboratoire sont stockés dans un local (préfabriqué). Les acides, bases et solvants organiques sont stockés séparément sur des rétentions indépendantes les unes des autres. 2- Les déchets liquides ou liquéfiables de production sont stockés dans un parc à déchets en plein air. La très grande majorité des déchets présents ne comportent pas de mention de danger, et une partie très restreinte des déchets en comporte une. L'exploitant indique que les déchets présents dans ce parc sont principalement des corps gras, sans danger. L'inspection constate que le parc à déchets est conçu pour servir de rétention (seuil au niveau de l'accès et bordures sur son périmètre). L'exploitant explique que l'unique point d'évacuation des eaux pluviales du parc à déchets est fermé en permanence sauf lors d'une opération d'évacuation des eaux de pluie. L'exploitant indique que pour ce faire, les eaux de pluie sont inspectées (visuellement et olfactivement) avant de les évacuer dans le réseau d'assainissement. 3- les contenants vides propres (fûts, IBC) sont stockés en plein air (hors du parc à déchets). 4- les cartons / plastiques ; la ferraille ; les plaques de filtration pour l'extraction végétale sont stockés dans des bennes séparées. L'inspection constate que les eaux de pluie peuvent ruisseler sur les plaques de filtration avant de s'écouler dans le réseau d'assainissement. L'exploitant explique que ces plaques sont uniquement en contact avec des matières végétales et qu'elles ne présentent <i>a priori</i> pas de substances dangereuses.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Observation : L'exploitant justifiera, sous 2 mois, des matières / substances présentes sur

les plaques usagées de filtration pour l'extraction végétale, et le cas échéant de l'absence de pollution des eaux pluviales chargées de ces matières / substances, notamment au regard des valeurs limites admissibles fixées dans l'autorisation de déversement du Grand Lyon.

Nom du point de contrôle : Vérifications des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 06/06/1995, article 2 pt 6.5.2
Thème(s) : Risques accidentels , incendie
Prescription contrôlée : Un contrôle <i>[des matériels et canalisations électriques]</i> sera effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui devra très explicitement mentionner les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Il devra être remédié à toute défectuosité relevée dans les délais les plus brefs [pour les zones de sécurité définie par l'exploitant].
Constats : Lors de la présente visite, l'exploitant présente les rapports des vérifications des installations électriques (code du travail) réalisés par la société Apave du 28/06/21 au 01/07/21. L'exploitant explique que chaque bâtiment du site fait l'objet d'un rapport. Par sondage, l'inspection vérifie le rapport du « bâtiment de production ». Six observations sont mentionnées dans ce document, et il est indiqué la délivrance du certificat APSAD Q18. L'exploitant indique que cinq observations ont déjà été levées. Il le justifie par le fait que le prestataire qui a effectué les travaux a signé directement sur le rapport de vérification la levée des cinq observations. L'exploitant indique que la sixième observation ne peut pas être solutionnée par des travaux, mais fait l'objet d'une surveillance permanente qui ne peut pas conduire à un accident.
Type de suites proposées : Sans suites

Nom du point de contrôle : Fluide frigorigène - Contrôle d'étanchéité périodique

Référence réglementaire : Arrêté du 29/02/2016, article 1 et 4
Thème(s) : Risques chroniques , chimie
Prescription contrôlée : Aux périodes définies à l'article 4 du présent arrêté, le détenteur de l'équipement fait réaliser par un opérateur titulaire de l'attestation de capacité les contrôles d'étanchéité périodiques prévus à l'article R. 543-79 du code de l'environnement et à l'article 4 du règlement (UE) n° 517/2014 : -soit par une des méthodes de mesures directes définie à l'article 2 du présent arrêté ; -soit par une des méthodes de mesures indirectes définie à l'article 2 du présent arrêté. Les contrôles d'étanchéité périodiques réalisés par une méthode de mesure directe sont réalisés sur les parties décrites à l'article 4 du règlement (CE) n° 1516/2007 susvisé.
Constats : Lors du cheminement dans le site, l'inspection constate la présence d'un container réfrigéré contenant du gaz R134a. Ce dernier porte une vignette d'étanchéité valable jusqu'en avril 2022 (n°26893).

Type de suites proposées : Sans suite
--

Nom du point de contrôle : FDS

Référence réglementaire : arrêté ministériel du 04/10/10 , article 49
Thème(s) : Risques accidentels , chimie
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.
Constats : L'inspection constate la présence d'un IBC d'alcool isostéarylique dans le bâtiment de production qui ne porte pas de mention de danger. L'exploitant présente, lors de la visite, la FDS de l'alcool isostéarylique. Celle-ci ne porte en effet pas de mention de danger selon le règlement CLP.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Chauffage par fluide caloporteur

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 06/06/1995, article 3 pt 7.3
Thème(s) : Risques accidentels , incendie
Prescription contrôlée : Au point le plus bas de l'installation, un dispositif de vidange totale permettra d'évacuer rapidement le liquide combustible en cas de fuite constatée en un point quelconque de l'installation. L'ouverture de cette vanne devra interrompre automatiquement le système de chauffage. Une canalisation métallique, fixée à demeure sur la vanne de vidange, conduira par gravité le liquide évacué jusqu'à un réservoir métallique de capacité suffisante, de préférence à l'extérieur des bâtiments et entièrement clos, à l'exception d'un tuyau d'évent (...)
Constats : Lors de la présente visite, l'exploitant montre la vanne à ouvrir pour vidanger le circuit de fluide thermique dans un réservoir situé dans le bâtiment de l'installation. L'exploitant remet une instruction de maintenance concernant la « <i>procédure de vidange du circuit fluide thermique sur R3 (réacteur 3)</i> », ainsi que deux rapports d'interventions sur les réacteurs 2 et 3, respectivement du 11/08/2020 et 22/08/2020. Après la visite, l'inspection a lu les documents remis. Il semble que la procédure de vidange du circuit fluide thermique sur R3 ne permet pas de tester la coupure automatique du système de chauffage à l'ouverture de la vanne de vidange.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : <u>Demande :</u> L'exploitant doit justifier, sous 2 mois, que l'ouverture de la vanne de vidange du liquide combustible interrompt automatiquement le système de chauffage.